

COMPTE RENDU

PRÉSENTATION

DATE DE LA REUNION	ORGANISÉE PAR	INTERVENANTS
26 septembre 2024	ORSE	Jérôme Courcier , Expert RSE et finance durable Suzanne Gorge , Directrice Générale Adjointe du Think Tank Terra Nova Grégoire Lusson , Directeur du NEST (Network of Experts in Sustainability Transitions) et membre de la Direction de l'Engagement chez BNP Paribas

SYNTHÈSE DES INFORMATIONS À RETENIR ET DES DÉBATS

Méthodologie

[L'étude](#) repose sur un échantillon robuste et représentatif de 10 000 personnes provenant de 10 pays européens et de la Turquie, soit environ 1 000 personnes par pays, ce qui assure une méthodologie robuste. En outre, 400 cadres dirigeants de PME ont été consultés pour obtenir leur point de vue sur la transition juste.

Résultats Clés

- Parmi les préoccupations principales du grand public, sur 11 items proposés, le pouvoir d'achat arrive en tête, suivi par la situation internationale, puis le réchauffement climatique, qui a reculé à la troisième place par rapport à l'année précédente. Cette évolution est évidemment influencée par la recrudescence des conflits internationaux actuels.
- Le niveau d'anxiété vis-à-vis du réchauffement climatique reste élevé, avec 7 Européens sur 10 se déclarant anxieux, particulièrement en Italie.
- Une légère majorité d'Européens est prête à sacrifier une partie de leur pouvoir d'achat pour protéger le climat, bien que cela varie considérablement selon les pays. En moyenne, 48 % des Européens préfèrent lutter contre le réchauffement climatique même si cela affecte leur confort de vie, contre 38 % qui pensent le contraire. Ces chiffres varient fortement entre des pays comme la Turquie et l'Italie, où la majorité est plus favorable à la protection du climat, et les pays du Benelux, qui privilégient la protection du pouvoir d'achat.
- Les scientifiques et l'Union Européenne (UE) sont considérés comme des acteurs majeurs de la transition énergétique. Juste derrière eux, les entreprises du secteur de l'énergie ont gagné 10 points par rapport à l'année dernière, tandis que les grandes entreprises ont progressé de 3 points. Les banques et assurances, , sont encore perçues comme moins engagées dans la transition.
- Sur la question de l'adoption de changements et éco-gestes individuels au quotidien, les résultats montrent une tendance majoritairement négative par rapport à l'année dernière. Nous semblons entrer dans une phase d'attentisme, marquée par un retour de bâton contre l'ESG et une remise en question du Green Deal.
- La perception des inégalités générées par la transition énergétique est de plus en plus forte, avec une majorité de la population reconnaissant un risque d'augmentation des inégalités. Le chemin est perçu comme plus escarpé ;
- Enfin, on constate que les pays du nord de l'Europe (Allemagne, Belgique et Pays-Bas) sont en retrait sur la question des efforts en matière de lutte contre le changement climatique. Ils sont davantage préoccupés par la question du pouvoir d'achat. Contrairement aux pays du sud de l'Europe.

Table Ronde

Jérôme Courcier (JC) : C'est la deuxième fois que Terra nova s'associe à l'étude menée par IPSOS pour le compte de BNP Paribas, sur la perception du changement climatique. Qu'est-ce qui a changé depuis la dernière fois ?

Suzanne Gorge (SG) : La prise de conscience est désormais généralisée, avec 70 % des personnes déclarant une anxiété liée au climat. Le top 3 des préoccupations reste environnemental, et le climato-scepticisme ne progresse pas. En revanche, l'inquiétude concernant les inégalités créées par cette transition augmente. Cette transition sera coûteuse pour tous, et il est impératif que le partage des coûts soit équitable entre citoyens, entreprises et gouvernements. Les récents bouleversements géopolitiques ont également érodé le pouvoir d'achat, entraînant des comportements d'attente par rapport à l'an dernier, exacerbés par la hausse des prix de l'énergie.

Les entreprises du secteur de l'énergie sont désormais perçues comme centrales dans la transition, au même titre que les scientifiques, dont la confiance reste forte. L'UE, bien qu'elle soit souvent critiquée, est également considérée comme un acteur clé. À l'échelle locale, les exécutifs régionaux sont jugés plus actifs que les gouvernements nationaux, car les conséquences des changements sont perçues comme très locales, nécessitant des réponses adaptées. Par ailleurs, malgré leurs efforts, les banques et assurances restent perçues en bas du classement des acteurs de la transition.

JC : Près de la moitié des répondants estiment qu'il faut lutter contre le réchauffement climatique, même si cela peut affecter la qualité et le confort de vie. C'est encourageant, alors que l'inquiétude sur les effets sociaux et économiques de la transition tend à augmenter

SG : Les gens comprennent la nécessité et la difficulté de cette transition. 58 % estiment que les efforts actuels sont insuffisants, soit une augmentation de plus de 10 points par rapport à l'année précédente. 91 % des sondés ont réduit leur consommation de chauffage et continuent de maintenir ces habitudes, tandis que 90 % ont diminué leur utilisation de l'avion. Le CITEPA, l'organisme de calcul des émissions de gaz à effet de serre en France, a montré une baisse 3,6 % durant l'ensemble du premier semestre 2024 par rapport à la même période de l'an dernier dans tous les secteurs (hors puits de carbone), et les objectifs du budget carbone 2019-2023 ont été atteints.

JC : Les personnes les plus pauvres sont souvent surexposées à un environnement dégradé, tout en contribuant relativement moins aux problèmes environnementaux, notamment au changement climatique. Comment BNP Paribas prend-elle en compte cette réalité dans ses offres de produits et services ?

Grégoire Lusson (GL) : BNP Paribas s'engage fortement en faveur de l'inclusion sociale et de la transition énergétique. La banque a récemment été saluée pour son désengagement progressif du pétrole. Deux tiers de ses actifs sur le secteur de l'énergie sont désormais bas-carbone, avec un objectif de 80/20 d'ici 2028 et 90/10 d'ici 2030. Elle propose des crédits à taux vert pour la transition énergétique et des solutions de leasing longue durée pour passer des voitures thermiques aux voitures vertes. En matière d'inclusion sociale, BNP Paribas offre le compte Nickel : c'est déjà 3 millions de clients qui ont pu ouvrir un compte en banque sans condition de revenu.

BNP Paribas a aussi lancé des initiatives qui mixent transition énergétique et inclusion sociale comme "Happynest" en Belgique, un programme de logements énergétiquement efficaces avec option d'achat, ainsi que des solutions de microfinance liées à des transitions justes. Les institutions atteignant leurs objectifs bénéficient de taux réduits et de subventions supplémentaires.

Ce qui reste encore difficile aujourd'hui c'est de mêler la transition énergétique et l'inclusion sociale, nous avons de premières solutions, l'enjeu dorénavant est le passage à l'échelle.

JC : Les résultats de 2024 montrent une baisse de 2 à 5 points sur toutes les questions relatives à l'implication personnelle des individus. Pensez-vous que cette baisse soit due à la pression sur le pouvoir d'achat ou à un refus de limiter les libertés individuelles ?

SG : La baisse est marginale pour certaines actions, comme la réduction du chauffage, où le pourcentage est passé de 80 % à 77 %. Pour les voitures, on observe une chute de 65 % à 60 %. Cela étant, certaines pratiques comme l'achat de seconde main continuent de croître, soutenues par des politiques incitatives telles que le bonus réparation. Les citoyens sont de plus en plus conscients des efforts nécessaires, mais il y a une attente de réponses plus fortes du public comme du privé. Le phénomène de "go and stop" des politiques publiques décourage les efforts individuels et engendre une forme de lassitude.

JC : L'étude ne montre-t-elle pas une remise en question des stratégies axées sur les comportements individuels, compte tenu du fait que les ménages les plus modestes disposent de marges de manœuvre réduites pour adopter des gestes écologiques ?

SG : En effet, les reculs politiques, comme ceux observés sur le Pacte vert (Stratégie Farm to Fork, loi sur la restauration de la nature) et sur les conditionnalités vertes de la PAC, sont délétères et démobilisent les citoyens. Ces politiques sont perçues comme non urgentes, alors qu'elles devraient être au cœur de la transition.

JC : Est-ce que cet état de fait ne remet pas en cause votre rôle de banquier, qui est traditionnellement de rendre la transition énergétique accessible à chacun en permettant aux particuliers et entreprises de réaliser individuellement les investissements nécessaires ?

GL : Cela ne remet pas en cause notre rôle. BNP Paribas s'aligne sur les scénarios qui visent à respecter l'Accord de Paris. Nous continuons d'encourager nos clients, qu'ils soient particuliers ou entreprises, à décarboner leur mode de vie et leurs business models. En parallèle, nous nous conformons strictement aux régulations en vigueur. L'un des défis majeurs pour l'avenir est l'intégration de critères sociaux dans la transition énergétique, afin que celle-ci devienne véritablement inclusive et accessible à tous.

JC : L'appel à une transition juste, s'il sert de vecteur de rassemblement, peut être perçu aussi comme escamoter les conflits sans nécessairement les résoudre, dans la mesure où il ne conduit pas automatiquement à des compromis ni à une cohésion d'action au sein de la société en faveur de la transition. Est-ce que c'est un point de vue que Terra nova partage

SG : Il faut dire la vérité aux Français car la transition sera inégalitaire, quel que soit le chemin pris. Elle repose principalement sur trois piliers : l'innovation, la sobriété et le remplacement du capital brun (énergies fossiles) par du capital vert. Cependant, ce remplacement nécessite des investissements considérables, comme le renouvellement des chaudières, des fenêtres ou encore des systèmes de chauffage, qui peuvent représenter l'équivalent d'un an de salaire pour une famille de classe moyenne. Pour beaucoup, c'est donc inaccessible sans aide financière.

Parallèlement, des dispositifs tels que le bouclier énergétique coûte extrêmement cher à l'État. Il devient essentiel de proposer des solutions avec des co-bénéfices économiques, sociaux et écologiques, comme la mise en place d'un chèque vert, qui stimulerait à la fois l'offre et la demande de produits verts, par exemple dans l'alimentation bio. Toutefois, il ne suffit pas d'imposer des quotas (comme 18 % de bio dans les champs) ; il faut également s'assurer que cela se reflète dans les habitudes de consommation (18 % de bio dans les assiettes) car si en face les agriculteurs n'ont pas de débouchés parce que trop cher, cela n'aura pas d'impact réel. Il faut cibler les plus vulnérables, mais c'est un défi complexe à gérer sur le plan logistique et économique.

Enfin, le Fonds pour une transition juste de l'UE, qui implique des redistributions aux États, soulève également des questions d'équité : comment redistribuer de manière efficace lorsque les besoins varient autant entre des pays comme le Luxembourg et la Roumanie ? C'est un équilibre délicat à trouver.

JC : 80 % des entreprises estiment que l'application de mesures en lien avec la transition énergétique va impacter leur rentabilité, seule la moitié considère que les normes et réglementations liées à cette transition sont contraignantes.

GL : C'est un paradoxe intéressant. Il est clair que la moitié des entreprises voit les difficultés et les impacts potentiels sur leur rentabilité, tandis que l'autre moitié, qui a déjà entamé sa transition, considère ces mesures comme un mal nécessaire, mais aussi une opportunité de tirer des bénéfices à long terme. Certains secteurs tels que l'agriculture sont parfois plus réfractaires, souvent pour des raisons économiques, alors que des industries comme l'énergie et la construction se montrent plus enclines à opérer des changements.

[Le rapport Draghi](#) souligne également que la transition énergétique ne doit pas trop peser sur la compétitivité européenne, en particulier face aux États-Unis et à la Chine, qui adoptent des approches différentes en termes de réglementation. Il est crucial d'éviter que ces nouvelles normes soient implémentées sans pénaliser la compétitivité de l'Europe.

SG : Plus il y a de critères imposés, plus cela devient complexe pour les entreprises, et moins elles sont incitées à participer pleinement. Cela souligne la nécessité d'un bon ciblage des mesures et d'une simplification des processus, pour éviter de submerger les entreprises et les particuliers sous une montagne de formalités administratives.

DOCUMENTS À JOINDRE.

Les supports de présentation de la réunion sont disponibles [ici](#)

Compte rendu rédigé par Giovanni Benuzzi, chargé d'études Finance&Rse, sous la supervision de Lydie Recorbet, chargée de missions Engagement social et sociétal à l Orse.